L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX, No. 78 rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 MAI 1863. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 15 MAI.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le shérif—A la Bourse des Négociants et des Planteurs, un terrain face à la rue Johnson, Premier District, et cinq autres terrains face à la rue Euphrosine et au chemin Jacquelin, même District—Et à cinq heures, sur le Chemin de Bayou, près du Chemin de Gentilly, le fonds d'une boucherie, cheval, waggons, meubles, &c.

Par P. H. Flynn—10 heures et demie, rue Royale No. 9, toutes les installations, &c, d'un magasin de chaussures.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 41— marchandises sèches, vêtements, chaussures, lingerie pour hommes.

Par F. F. Triché, à 10 heures et demie, sur la levée, au Lower Pleasure Tier, Douzième District—maïs.

Arrivée du steamship Creole.

Nous avons reçu hier soir la dépêche suivante :

Bureau du Télégraphe Militaire,
Nile-Orléans, 14 mai.

Par le télégraphe de la Passe Sud-Ouest.

A l'Abeille.

Le steamship *Créole*, en 6 jours et 23 heures de New York, a passé la barre à 5 heures du soir.

L'Opérateur.

Cette traversée du *Créole* est une des plus rapides qui aient été faites depuis longtemps, et ce steamer n'est pas retenu aux jetées ou à la quarantaine par quelques formalités de douane ou autres, nous recevrons nos journaux de bonne heure dans la matinée. Le *Créole* étant arrivé en 6 jours et 23 heures, a dû partir le 7 au soir de New York. Les nouvelles qu'il apporte seront donc de sept jours plus récentes que celles du dernier steamer, le transport *United States*. Elles auront sans doute beaucoup d'intérêt.

Incursion sur la ligne de Jackson,

Destruction de ponts et prise de denrées.

Nous tiennons du extra public hier soir par le *Picayune*.

Nous venons d'être informé qu'un mouvement combiné d'une portion des forces du général Sherman a été précédé hier sur la ligne du chemin de fer de Jackson. Un corps de cavalerie sous le commandement du colonel Davis, de la cavalerie texienne, est parti de la rivière Amite, débarcadère du ferry Sevrine, sur midi et s'est porté sur la station Tickfaw, de la ligne Jackson, où il a détruit des ponts sur le chemin de fer et a été rallié ensuite à un corps d'infanterie sous le commandement du colonel Clark de Michigan à Pontchatoula, lequel avait avait été envoyé, dans l'intervalle, de l'autre côté de la Passe Manchac.

Le résultat de cette incursion a été la capture d'un lieutenant et de 20 hommes de l'armée confédérée, y compris 15 indiens Choctaws.

Une quantité de maïs, de coton, de bacon, est tombée dans les mains des forces fédérales. Le général Nickerson, sur l'Amite, est parti à son valant cette section du pays avec des forces considérables.

Quatre schooners ont été pris et détruits sur la rivière Amite, et aussi beaucoup d'articles de contrebande.

ARRESTATION DU GOUVERNEUR MOUTON.

Nous trouvons cette nouvelle dans l'*Era* d'hier soir—Le gouverneur Mouton, suivant ce journal, a été arrêté le 12 mai par le capitaine Silvery du 16e New York, Maréchal Prévôt de la paroisse Plaquemines, conformément aux ordres du Maréchal Prévôt général. Le gouverneur a été appréhendé chez lui, près de Vermilionville, à l'heure de l'après midi. Il a exprimé quelque étonnement, mais sans opposer la moindre résistance. Un temps raisonnable lui a été donné pour faire ses préparatifs de voyage, et il a été autorisé à se faire accompagner d'un domestique. Le gouvernement est maintenant ici sous la garde du capitaine Kilborn, Maréchal Prévôt de la paroisse d'Orléans.

Nouvelles par la voie du Sud,

(Extraites des journaux de Jackson.)

Le général Bragg, dit l'Atlanta *Confederacy*, du 7 est arrivé dans notre ville hier soir, et de là a été dirigé sur West Point. Il était accompagné de Mme Bragg qui a été si lourdement et si grièvement blessée à Maury-Street, dans le Tennessee. Elle n'est pas encore en état de voyager, mais elle peut voyager. Le général la confierait aux soins de ses parents à West Point où elle pourra recevoir tous les secours que sa situation exige.

Nous lisons dans le Montgomery *Mail*.

Question du Papier.

Après maintes recherches fort ennuyeuses nous sommes à même de fournir à cette entreprise de papeterie qui vous intéressait, en activité de service dans les limites de la confédération.

Alabama, 3, à Spring Hill, dans le comté de Mobile—Géorgie, 3, à Marietta et Athens—Caroline du Sud, 3, à Greenville et Laurens—Caroline du Nord 8, à Linpointon, Shelby, Fayetteville, Salem (3 encore) et 3 autres à Raleigh, sur la Neuse, à Fairmount Hills et Mantua—Virginie, 2, toutes deux à Richmond—Tennessee, 1 à Knoxville.

Ces 21 papeteries suffisent à toutes les demandes et elles pourraient se procurer des chiffons à des prix raisonnables.

Les bons de quinze millions.

Beaucoup de gens s'étonnent du haut prix que ces bons commandités comparés à celui de l'emprunt de $100,000,000. Le droit d'exportation sur le coton ne peut être payé en billets confédérés. Il faut qu'il soit payé en or ou en argent ou en coupons de ces bons. Ces dernières valeurs sont donc recherchées par les négriers de blocus dénués des espèces et les prix ont hausse en conséquence. (*Mobile Tribune*.)

Le *Vicksburg Rang* dit que conformément à un accord conclu entre le lieutenant général Pemberton et son Excellence le gouverneur Pettus, pour pourvoir à la défense de l'Etat contre les maraudeurs de l'ennemi, le général Chas. E Smedes a été autorisé par le gouverneur à lever et organiser des compagnies de chasseurs à cheval pour la protection du chemin de fer de Vicksburg à Clinton et du pays adjacent. Ces compagnies seront composées d'hommes exempts du service confédéré et chacun d'eux s'armera et s'équipera à ses propres frais.

Le honorable Edward Barrow, de la Louisiane, est parti de Jackson, avec sa famille pour se rendre en Géorgie.

Les journaux d'Alabama et d'autres journaux des vieux du Sud disent que le prix des provisions de tout genre baisse d'une manière sensible.

Tableau fait par un déserteur

DE LA SITUATION AU SUD.

Le *Herald* publie le compte-rendu des déclarations faites par un déserteur de l'armée confédérée, arrivé récemment à Williamsburg (Virginie). Cet individu, nommé N Dunphie et natif de Massachusetts, s'était enrôlé à la Nouvelle-Orléans, en avril 1862, dans le 8e régiment de la Louisiane, et il a profité récemment d'une occasion pour déserter. Voici le résumé de ses observations :

Il pense qu'actuellement les rebelles ont, dans les Etats insurgés, de 700,000 à 750,000 hommes de tout âge et de toute population, sous les armes. Il y en a de cent à cent cinquante mille hommes sur la péninsule.

Sur la péninsule, la ration quotidienne de chaque homme est d'une livre de farine et d'un quart de livre de porc par jour. Les rations de café sont rares et irrégulières. M. Dunphie est d'avis que c'est, actuellement, la moyenne de la ration de toute l'armée. Les habillements des soldats sont bigarrés, drôles, de rebut et de toutes sortes variées. Il n'est que peu de bottes, de souliers et de chapeaux. Les sacs des fusiliers sont usés. Il peut même dire très bonne, en égard à la saison et aux privations que beaucoup d'entre eux endurent.

Quant à leurs sentiments sur la continuation de la guerre contre le Union, M. Dunphie dit que les hommes de cette armée ne sont pas aussi rétrécis que jamais à combattre jusqu'à la fin et ne jamais se réunir volontairement au Nord. Les étrangers de naissance, moyens adoptifs de l'ancienne Union en feraient obligés de quitter la République du Sud—seul indifférent et à aucune ardeur là où ils disposent à rester sur l'expectative pour voir si la diplomatie ou le hasard ne mettra pas fin à la lutte—si, en résumé, "il ne surviendra pas quelque chose."

Les citoyens du Sud qui restent chez eux font tout ce qu'ils peuvent pour l'armée, en dehors de la dépense, récemment, les habitants du pays autour de Williamsburg, Virginie, ont pourvu toute la brigade du général Wise pendant quatre ou cinq jours.

M. Dunphie dit que l'artillerie rebelle est très bonne, et dans beaucoup de cas de fabrication supérieure. Pour les canons de gros calibre, les obusiers, les mortiers, les chasseurs de cuirasses &c, les rebelles dépendent de l'Angleterre, d'où ils reçoivent régulièrement d'immenses approvisionnements.

Les rebelles manufacturent eux-mêmes une quantité considérable de mousquets et de toutes sortes d'armes. On en fabrique à Richmond à Danville et dans quelques autres villes de la Virginie, et deux petites villes de la Caroline du Nord.

L'armée est très commandante et une ferme espérance d'effectuer ce qu'ils appellent l'indépendance du Sud, et on compte que le nouveau gouvernement sera bientôt en mer une marine respectable. M. Dunphie a déjà entendu dire qu'il s'était déjà assuré quatre navires de guerre en Angleterre et que d'autres préparatifs se faisaient pour les amener prochainement de ce côté de l'océan.

Il doutait d'abord beaucoup de ces assertions, mais il pense qu'il faut y attacher quelque importance à cause de ce fait que le gouvernement d'Angleterre l'ordonne à ce que tous les matelots ou tous les hommes qui connaissent la navigation, soient retirés des rangs de l'armée et formés en corps séparés—c'est à dire que les matelots qui sont entrés dans l'armée, soit volontairement, soit forcément, seront retirés de toutes les branches du service et envoyés à Richmond, où ils d'y être organisés et formés en équipages pour faire le service à bord des bâtiments de guerre rebelles actuellement dans les ports d'Europe. M. Dunphie a été témoin de la triage dans le régiment de cavaliers, d'infanterie et d'artillerie, et il a vu un grand nombre de ces marins rendus et les a vus diriger vers Richmond en marche rapidement d'être rendus à leur élément.

SOLDATS RETRAITÉS—Le département de la guerre a pris en considération l'offre de faire leurs services par des soldats licenciés et [illegible] (*Tribune*.)

LES OPERATIONS CONTRE VICKSBURG.

Il est bon de faire savoir, dit un correspondant de Washington écrivant à la date du 27 avril, que le président n'a jamais eu confiance dans le projet de prendre Vicksburg en se jetant sur les derrières de cette place par la Passe Yazoo ou la rivière de Big Sunflower, ou par toute autre voie détournée. Il cède, néanmoins, aux désirs de ses subordonnés et leur permit d'essayer l'exécution des plans qui n'ont produit qu'une perte de temps. C'est à lui qu'on doit bien qu'un peu tard les ordres suivant lesquels a été adopté le plan hardi de passer devant les batteries et d'unir les deux flottes, celle d'en haut de Porter et celle d'en bas de Farragut, pour coopérer de concert avec les armées combinées de Grant et de Banks. Le succès, obtenu jusqu'ici, de ce moyen d'ouvrir la navigation fluviale fait concevoir les plus belles espérances et de hautes autorités ont maintenant la confiance que le grand fleuve sera à nous, dans peu de temps, de sa source à son embouchure.

COMÉDIE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS.

On a fait grand bruit de la saisie d'un navire à Liverpool par le gouvernement anglais sur le soupçon qu'il était destiné à la marine confédérée ou qu'il était construit pour faire du service de piraterie. Tout cela est comédie et dans le but de couvrir la mise en mer d'une demi douzaine de bâtiments de guerre. C'est de la poudre jetée aux yeux du public britannique et du peuple américain. On trouvera, peut-être ensuite que le navire saisi est parfaitement innocent aux yeux des tribunaux anglais et qu'il n'y a pas de preuves suffisantes contre lui. Mais si, par hasard, il était condamné, la condamnation aurait simplement pour but de donner à toute une escadre de navires de contrebande la facilité de gagner la mer sous le ratteau d'une bonne justice rendue envers les Etats Unis. Telle est l'hypocrisie britannique.

(New York *Herald* du 5 avril.)

DEFENSES DES COTES DU PACIFIQUE.

On écrit de San Francisco à la date du 26 avril :

On rapporte que le gouvernement général a acheté, ici pour le service de la côte, une flotte de navires à vapeur, savoir : le *Washington* et la *Californie* de la compagnie du Pacifique, le *Panama* et l'*Oregon* de Ben Holladay et l'*Herman* de J. Wright. Les navires ont été immédiatement mâtés et rendus propres à un service actif. Les autorités ont prévenu les fournisseurs d'armes et de munitions de ne vendre aucune pièce de canon sans leur en donner préalablement avis.

Le collecteur du port de San Francisco, en vertu de l'acte du 3 mars dernier, a saisi les livres de plusieurs grandes maisons de commerce, impliquées dans plusieurs cas de fraude envers la douane.

Les diamants sont rares. Plusieurs navires pour l'Est et pour l'Europe sont retenus faute de marins.

COMPLOT POUR FAIRE EVADER DES PRISONNIERS.

On écrit de Washington que le maréchal prévôt du département de la guerre, le colonel Baker, a entre les mains la preuve que plusieurs personnes, dont quelques unes occupent des hautes officielles, ont trempé dans un complot pour faire évader certains prisonniers de la prison du vieux Capitole. Un des suspects est l'officier de faction qui a reçu une somme de $500 du colonel Baker qui voulait garder le silence. Après avoir payé une partie de la somme à Baker qui a remis à la Commission militaire, le corrupteur et ses complices ont été arrêtés. Trois de ces prétendus conspirateurs ont été condamnés à l'accusation par le grand jury qui siège en ce moment.

LA QUESTION DU BLOCUS.

Le *Morning Post* termine par les lignes suivantes, un article qui passe en revue les événements de la guerre en Amérique dans ces dernières temps :

"Nous sommes donc, pensons-nous, justifiés à dire que depuis quelques mois les hostilités sont pratiquement suspendues entre les belligérants. Si cet état des choses continue pendant longtemps encore. Les puissances maritimes de l'Europe seront forcées d'examiner jusqu'à quel point elles peuvent être obligées, d'accord avec les droits des Etats neutres, à respecter un blocus qui reposa le seul moyen efficace par lequel le gouvernement des Etats Unis continue maintenant la guerre."

Nouvelles du Mexique.

Les journaux mexicains que nous avons sous les yeux nous informent de bulletins et de dépêches destinés à rassurer le gouvernement sur le sort de Puebla. Nous ne reviendrons pas sur les détails de l'attaque dirigée contre cette ville par les Français. Les dernières nouvelles nous ont appris que celle-ci n'était avancée qu'après mûre réflexion de la place et s'étaient emparées de la cathédrale.

Pour compléter le récit que nous avons déjà donné des événemens accomplis à Puebla, nous allons reproduire la lettre suivante adressée par le général Gonzales Ortega au Comfortoff et transmise par celui-ci au ministre de la guerre.

"Lavagueya, 13 avril 1863—1 heures et quart de l'après midi—Au général Comfortoff. Cher ami, et compagnon. Le moment n'a pas pu faire un pas. Il continue à tirer sur le Carmen et les redoutes qui avec la lettre se trouvent situées entre le fort et S Augustin du côté du Carmen. Il dit à pas des deux heures qu'aussi à ces redoutes, car notre artillerie lui a répondu deux ou trois fois, mais il n'a pas tant jouer toutes ses pièces et nous ne nous voulons pas sortir de la dixième partie de nos munitions et de nos canons.—La fusillade est toujours continue de part et d'autre.—L'ennemi, repoussé dans ses derniers assauts n'en a point tenté d'autres. Il a pas cessé de faire pleuvoir sur la ville ses projectiles et ses balles de carabines.

Nous sommes bien, Ortega.

Nous avons de notre armée une nouvelle non officielle, qui trempé dans un complot pour faire évader certains prisonniers de la prison du vieux Capitole. Un des suspects est l'officier de faction qui a reçu une somme de $500 du colonel Baker qui voulait garder le silence. Après avoir payé une partie de la somme à Baker qui l'a remis à la Commission militaire, le corrupteur et ses complices ont été arrêtés. Trois de ces prétendus conspirateurs ont été condamnés à l'accusation par le grand jury qui siège en ce moment.

LA QUESTION DU BLOCUS.

Le *Morning Post* termine par les lignes suivantes, un article qui passe en revue les événements de la guerre en Amérique dans ces dernières temps :

"Nous sommes donc, pensons-nous, justifiés à dire que depuis quelques mois les hostilités sont pratiquement suspendues entre les belligérants. Si cet état des choses continue pendant longtemps encore. Les puissances maritimes de l'Europe seront forcées d'examiner jusqu'à quel point elles peuvent être obligées, d'accord avec les droits des Etats neutres, à respecter un blocus qui reposa le seul moyen efficace par lequel le gouvernement des Etats Unis continue maintenant la guerre."

Nouvelles du Mexique.

Les journaux mexicains que nous avons sous les yeux nous informent de bulletins et de dépêches destinés à rassurer le gouvernement sur le sort de Puebla. Nous ne reviendrons pas sur les détails de l'attaque dirigée contre cette ville par les Français. Les dernières nouvelles nous ont appris que celle-ci n'était avancée qu'après mûre réflexion de la place et s'étaient emparées de la cathédrale.

Pour compléter le récit que nous avons déjà donné des événemens accomplis à Puebla, nous allons reproduire la lettre suivante adressée par le général Gonzales Ortega au Comfortoff et transmise par celui-ci au ministre de la guerre.

"Lavagueya, 13 avril 1863—1 heures et quart de l'après midi—Au général Comfortoff. Cher ami, et compagnon. Le moment n'a pas pu faire un pas. Il continue à tirer sur le Carmen et les redoutes qui avec la lettre se trouvent situées entre le fort et S Augustin du côté du Carmen. Il dit à pas des deux heures qu'aussi à ces redoutes, car notre artillerie lui a répondu deux ou trois fois, mais il n'a pas tant jouer toutes ses pièces et nous ne nous voulons pas sortir de la dixième partie de nos munitions et de nos canons.—La fusillade est toujours continue de part et d'autre.—L'ennemi, repoussé dans ses derniers assauts n'en a point tenté d'autres. Il a pas cessé de faire pleuvoir sur la ville ses projectiles et ses balles de carabines.

Nous sommes bien, Ortega.

Nous avons de notre armée une nouvelle non officielle, qui trempé dans un complot pour faire évader certains prisonniers de la prison du vieux Capitole. Un des suspects est l'officier de faction qui a reçu une somme de $500 du colonel Baker qui voulait garder le silence. Après avoir payé une partie de la somme à Baker qui l'a remis à la Commission militaire, le corrupteur et ses complices ont été arrêtés. Trois de ces prétendus conspirateurs ont été condamnés à l'accusation par le grand jury qui siège en ce moment.

Une lettre de Stockholm porte que M. Jerningham, ministre d'Angleterre dans cette ville, a vivement réclamé du gouvernement la libération immédiate du navire, forcé en quelque sorte de relâcher à Malmoe, pour échapper, avec les volontaires polonais, à une capture inévitable par les croiseurs de la marine russe dans la Baltique.

Jusqu'ici, cependant, le gouvernement suédois ne s'est point départi de la résolution prise à cet égard, et, malgré les réclamations incessantes de l'envoyé anglais auprès de M. Manderstrœm, ministre des affaires étrangères, des ordres ont été transmis aux autorités du port de Malmoe, de maintenir le séquestre sur le *Hard Jackson*.

☞ M. F. Ruiz, chargé du consulat du Mexique, a eu l'obligeance de nous transmettre des journaux et des documents mexicains. Nous le prions d'agréer nos bien sincères remercîmens.

FARINE ET GROSERIES—La maison S. B. Bevans & Co, 51 et 53, rue Poydras, vient de recevoir un assortiment d'articles de groceries, et des meilleures marques de farine. Voir l'annonce dans une autre colonne.

RESTAURANT ST-LOUIS—M. HENRI BARTHE annonce dans nos colonnes qu'il continue pour son compte l'exploitation du *Restaurant St-Louis*, situé rue St-Louis, No 77, et qu'il fera tous ses efforts pour maintenir la réputation acquise par cet établissement.

Nous recommandons le restaurant St-Louis aux personnes de la ville qui désirent trouver une bonne pension à prix modérés, et aux habitants qui viennent passer quelques jours à la Nile-Orléans. Ces derniers trouveront chez M Barthe de bonnes chambres, une bonne table, et des soins attentifs.

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ—On verra par un avis inséré plus loin que la société existant sous la raison de Chéron et Barthe a été dissoute d'un commun accord.

CHRONIQUE LOCALE.

RETOUR FORCÉ—On rapporte dit le journal officiel, que quelques nouvelles particulières qui tachaient de gagner les lignes rebelles par la voie de Pontchatoula, n'ont pu continuer leur route dans cette direction à cause du dégât commis sur la ligne de fer par les hommes du colonel Osterson et qu'ils ont été obligés de revenir.

RUTTONS CONFÉDÉRÉS—A la Sixième Cour de District, l'affaire N. Rivera *contre* de M. Bary, contre S. Rouyer, a été appelée. Il s'agissait d'une réclamation de quatre cents piastres pour la fabrique de boutons pour l'armée confédérée. Le juri n'a pas pu rendre un verdict sur la question de savoir si une cour fédérale pouvait reconnaître une réclamation de ce genre.

COUPS DE PISTOLET—Nous avons entendu parler hier de coups de pistolet dans le Premier District. On dit qu'un officier de marine cherchait des déserteurs, qu'il les reconnaît dans le voisinage du marché Poydras, et que pour les arrêter il fit feu sur eux deux fois, sans résultat.

COUR PRIVÉE DES ETATS-UNIS—*Juge Hall, matin*—Mc Phelan contre le Dr Kingsley et sa femme—La cour a écarté l'exception. *Juge Marye*—De Blanc contre R. de Barre—MM Fellows & Mills ont demandé une nouvelle audition de cause.

Emerson contre Guillotet—La demande a été requise de faire connaître le nom du plaignant, le raison pour les quelles le secret ne serait point exacte.

M Cutler a demandé un jugement par défaut dans l'affaire McPhelan contre le Dr Kimpp et sa femme, l'exception ayant été rejetée.

Jean Lamarque contre L. M. Reggio et L. A Ducros. Le procès a été retiré.

BAILLIS WILLIAMS—Il est question de Barney Williams parmi ceux qui occupent d'une certaine classe d'affaires. Arrêté dernièrement et incarcéré par ordre du Prévôt pour avoir illégalement obtenu de l'argent d'un homme qu'il avait arrêté en se faisant passer pour officier de police, il a obtenu, peu après, sa mise en liberté sous caution, et, au moment où il avait arrêté en se faisant passer pour officier de police, il a été arrêté de nouveau sous prévention d'avoir volé un cheval.

COUR PRÉVÔTALE—*Juge Matin*—S. Levy, arrêté pour n'avoir pas remis une somme qu'il prétend lui avait ordonné de payer, est condamné au décret et a été relâché.

Wm Wallace et Jean Hall étaient accusés de vol avec effraction. Le policeman a déclaré avoir arrêté Wallace qui s'enfuyait et plus tard John Hall dans la maison où le vol avait été commis Hall avait une mousquetade et un pistolet. Le tribunal les a condamnés à trois mois de prison.

Ernest Devine que sa femme accusait d'avoir souvent menacé de la tuer, après renvoyé de la plainte Mme Devine ajoutant que M. Devine ne faisant rien pour le ménage, elle avait été forcée d'avoir recours à un autre moyen de gagner son vie. Ce changement était la cause de la colère de M. Devine. On accusait le Dr Brackenridge d'avoir joué de la résistance à un officier de police dans l'exercice de ses devoirs.

—Un soldat avait renversé une vieille femme dans le ruisseau, le policeman ayant voulu l'arrêter, il résista violemment. Le soldat interpela le docteur, celui-ci le frappa de sa canne, le soldat, interpellé à son tour, le frappa à son tour. L'intervention étant sa gravité, l'affaire a été mise hors de cour.

—Une vieille négresse du nom de Devin, était accusée d'avoir insulté un watchman qui a prouvé qu'elle est atteinte d'aliénation mentale.

Un vieillard, traduit devant le magistrat pour s'être enivré, a reconnu sa faute, mais il a dit que c'était la première fois que cela lui arrivait depuis trente ans. Il a été acquitté.

Une négresse, *Cordelia*, a été reçue pour de détention à la Geôle pour avoir chapitré le "Bonnie Blue Flag" après relâchée, son maître ayant dit qu'il partait aujourd'hui et l'emmenait avec lui.

ACCUSATION—James Martini, pilote du vapeur UNION, a été amené devant le Prévôt hier matin, sous prévention d'avoir manqué de couler un autre bateau. M. Field était chargé de la poursuite.

Un soldat a déclaré qu'il a entendu le prisonnier dire à Alger, qu'il eût été obéri un autre. Une sentinelle qui avait entendu ces paroles l'a arrêté.

Une femme a dit l'avoir entendu tenir le même langage dans une autre circonstance.

M. Wood, qui est attaché au ferry, a exprimé la crainte que l'accusé ne fît des menaces d'exécution—Le juge a ordonné que Martini fut incarcéré en attendant que le tribunal en prononçât sur le cas le centre tout après avoir déjà publié les détails.

GRAND JURY—Le Grand Jury a trouvé bien à pourvoir les personnes dont les noms suivent :

Charles Read, accusé d'avoir assassiné James McCullogh, en février 1862.

Hugh Robinson, accusé d'avoir assassiné Vincent Maximilien, le 1 mai, à deux mois, sur le Chemin de Gentilly.

Augusta Reiter accusée du meurtre de sa femme.

Thomas Burns et Sarah Margaret Burns, accusés d'avoir assassiné Wm McCullough le 30 juin 1862.

George White, soldat des Zouaves de N Y, de Wilson.—Il est accusé d'avoir assommé une jeune courtisanne du nom de Susan Parker, il y a plusieurs mois, dans la rue Dauphine.

Ernest Sauerbs Shwartz, accusé d'avoir assassiné sa femme le 5 janvier 1862.

Tous les prisonniers, à l'exception de Burns, seront jugés dès que le Petit Jury sera organisé.

ACQUITTÉ—M. P. S. Callender, que l'officier Fitzpatrick accusait d'avoir des documents confédérés, a été relâché. C'est un ennemi enregistré qui part de la ville.

—Thos Robertson, que M. Griffin accusait d'incendie, a été acquitté.

LA FRANCE ET MADAGASCAR.

On lit dans le *Moniteur* :

"Le roi de Madagascar, Radama II, voulant hâter la civilisation de son peuple, et récompenser en même temps des services qui lui ont été rendus, a accordé à M. Lambert, par une charte en date des 9 novembre 1861 et 12 septembre 1862, le droit de former une société qui serait chargée de mettre en valeur et d'exploiter les richesses naturelles de son royaume.

"L'Empereur, apprécient les avantages qui résulteraient, non seulement pour le commerce maritime de la France, mais encore pour le reste de toute l'Europe, de l'établissement de relations commerciales régulières et suivies avec Madagascar, a chargé M. le baron Paul de Richemont, sénateur, de réunir les éléments de la compagnie qui aura pour objet l'exploitation des concessions accordées à M. Lambert. Si devant le vœu de Sa Majesté, une part dans l'entreprise a été réservée à des capitalistes étrangers appartenant aux pays destinés à entretenir les rapports les plus fréquentes avec Madagascar."

REUNION A PARIS

Des Délégués des Sociétés Savantes.

On lit dans la *Constitutionnel* :

Pour la seconde fois les délégués des sociétés savantes des départemens se sont réunis à Paris pour la distribution des prix instituées par S. Exc. le ministre de l'instruction publique et des cultes. On se souvient que M. Rouland, dans un sollicitude pour le développement des académies scientifiques et littéraires de la province, conçut l'excellente idée d'établir entre elles un lien de solidarité et d'exciter par des encouragemens et des récompenses. La première distribution des prix a eu lieu en novembre 1861, et, samedi prochain, S. Exc. le ministre décernera dans une séance solennelle les récompenses méritées par les sociétés savantes dans les concours de 1861 et de 1863.

L'idée première, du reste, a été complétée par une innovation non moins heureuse. Profitant de la présence à Paris des délégués des académies départementales, M. Rouland leur a demandé des lectures et des Mémoires sur des sujets littéraires, archéologiques ou historiques. Les représentans des sociétés savantes de province ont répondu avec empressement à un désir qui témoigne de la sympathie du gouvernement pour les travaux d'hommes aussi savans que modestes, et c'est à la Sorbonne que ont lieu ces intéressantes réunions qui attirent un grand nombre d'auditeurs et auxquelles prend une part active le comité des travaux historiques et des sociétés savantes près le ministère de l'instruction publique. Déjà, dans les séances d'hier et d'aujourd'hui, de remarquables études ont été savantes dissertations ont prouvé que, de tous les points de l'empire, les académies s'associaient avec empressement à la pensée féconde du ministre.

Désormais les sociétés littéraires et archéologiques de la province puiseront, dans leurs relations plus fréquentes avec Paris, dans leur union avec le comité des travaux historiques et des sociétés savantes, une vie nouvelle et une force d'action qui tourneront au bénéfice de pays tout entier.

EDITION D'HIER SOIR.

Nouvelles de Port Royal.

Renouvellement de l'attaque contre Charleston.

(*Correspondance spéciale de la* TRIBUNE)

Hilton Head, Caroline du Sud, 20 avril 1863.

La seconde expédition n'est pas encore partie, mais elle est prête à partir au premier avis. Les mêmes transports qui vont et viennent depuis si longtemps sont encore chargés de troupes. On peut y remarquer moins de joie et d'entrain, mais la même espérance et le même courage se font remarquer chez les troupiers et les marins. L'armée du département du Sud n'a pas encore été éprouvée. Les batailles de James Island et de Pocataligo, bien qu'elles soient regardées comme des échecs, montrent que si cette armée est conduite par des officiers capables, il ne faut concevoir à son sujet aucune inquiétude, à moins qu'elle n'ait affaire à des forces numériquement écrasantes.

On ne peut passer au milieu des régiments qui composent les 10e et 18e corps d'armée sans découvrir chez les officiers et les soldats un extrême désir d'engager l'ennemi aussitôt que possible. Après une immobilité qui a duré plus d'un an, une bataille serait regardée par eux comme un bienfait, et plus s'y précipitent avec une ardeur impétueuse. Il faut espérer qu'on saura user de cette bellic ardeur et que la carrière ne sera offerte par des échecs compétents.

La flotte des monitors est prête aussi. Le Patapsco et le Montauk sortent du port pour se rendre à Folly Island. Avant la fin de cette semaine, tous les navires cuirassés de ce département auront passé de nouveau la barre du port de Charleston. Il est difficile de dire quand l'attaque commencera, mais on ne saurait douter qu'un autre engagement plus acharné que le premier, et où l'armée coopérera avec la marine, ne soit à la veille d'être livré. Charleston doit tot ou tard tomber dans nos mains, et plus on arrive peu date aux mains, car depuis la chute de Vicksburg nous accablent, et les troupiers cherchent à combattre.

Le printemps est parti. Charleston est toujours encore en plusieurs des rebelles. Le vin nous menace. Nous commençons à entendre parler de fièvre typhoïde et de dysenterie. Les hôpitaux sont actuellement remplis de malades. Il faut immédiatement faire quelque chose ou la campagne de printemps se terminera d'une manière honteuse pour les armées nationales et le département du Sud aura pas une brillante page dans l'histoire, pour dire le moins.

Nous apprenons ce matin par le vapeur Helen et de Stono que les rebelles fortifient leur ligne de défense sur les rives de Stono et Ashley et que les armement les forts sur les rives de l'Ashley et Stono et leur donnent de plus en plus de développement. Il est probable que les renforts qui ont été envoyés de Virginie et de Caroline du Sud vers l'ennemi de Charleston.

Une nouvelle expédition a été préparée pour le Wampoo Creek et le Stono et que toute les efforts des rebelles tendent à rendre impenetrable la ville de Charleston.

Il est certain que nous ne pouvons pas prendre Savannah dans la saison où nous sommes, et que sur le fort Sumter, et cette dernière attaque n'est rien qu'une feinte et qu'on est dirigé vers le sud.

Les deux dernières expéditions ont été si [illegible] que des espions les ennemis [illegible] doivent soit une sollicitude suspicieuse pour qu'on agisse même bâtement.

La brigade de troupes noires pour [illegible] avant postes à Port Royal. Dès [illegible] retourné sur le bord opposé de la rivière de Beaufort, découvrirent que les nègres étaient devenus aux Ile et qu'en violation du traité [illegible] ment convenu de ne pas tirer sur une [illegible] et bienvenu des deux. Le général Hunter fait [illegible] un ordre stipulant que les nègres [illegible] ne seront [illegible] sur ceux qui [illegible] leur ire fut promptement exécutée [illegible] sitôt que les [illegible] ne se rendire à la Pierre Christian. Miss [illegible] les bateaux revenant de [illegible] et le bagage des 8 heures du matin.

Par ordre du Brig. Gén. BOWEN, Maréchal Prévôt Général du Dépt du Golfe.
C. W. WRIGHT, Maréchal Prévôt de la Nile-Orléans.

ENLEVEMENT DU STEAMER A ST-LOUIS.

Le *Democrat*, de St Louis, du 25 avril, raconte ce qui suit :

Le bateau à vapeur *Belle Memphis* a été détaché de la Levee vendredi à 3 ou 4 heures du matin. Tout au moins les circonstances du départ étaient de ce bateau qui point du jour tout comme qu'il n'était été capturé par les rebelles. Il a été [illegible] par un [illegible] et [illegible] et [illegible] et